



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU TARN

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Bureau de l'environnement et des affaires foncières

Réf. ICPE n°9600330

ARRETE

complémentaire encadrant les opérations de déconstruction des bâtiments,
déterminant les mesures de mise en sécurité des installations et définissant les études à réaliser en vue de
la réutilisation du site de la centrale thermique exploitée par EDF sur le site de Pélissier
(commune d'ALBI)

La préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles R 512-39-1 et suivants ;

Vu le décret du Président de la République du 11 juin 2009, publié au journal officiel de la République Française le 12 juin 2009, portant nomination de Mme Marcelle PIERROT en qualité de préfète du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2010, paru au recueil des actes administratifs le 25 novembre 2010, donnant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1989 autorisant EDF à exploiter une centrale thermique sur le site Pélissier à Albi ;

Vu la note du Ministère de l'écologie et du développement durable en date du 8 février 2007 adressée aux préfets de département, relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Vu la circulaire spécifique aux modalités de réhabilitation des anciennes installations classées du 8 février 2007 ;

Vu le courrier du 25 septembre 2006 par lequel la Société EDF a notifié à Monsieur le préfet du Tarn l'arrêt définitif de la centrale thermique d'Albi au 1^{er} janvier 2007 ;

Vu le rapport n° TEF 0 000 PPPP NE X 0184 de septembre 2006 établi par EDF décrivant les dispositions mises en œuvre en vue de la cessation d'activité du centre de production thermique d'Albi ;

Vu le rapport d'étape A n°A13138 de novembre 1998 et le rapport d'étape B n°A13439 d'août 1999 établis par ANTEA du diagnostic initial de la centrale thermique d'Albi ainsi que le rapport n°A17249 de l'évaluation simplifiée des risques d'août 1999 réalisé par ANTE ;

Vu le rapport n° EFTGG030620 du 13 janvier 2004 d'audit environnemental du sous-sol du centre de production thermique d'Albi ;

Vu les correspondances entre la mairie d'Albi, le dernier exploitant EDF et la préfecture du Tarn en vue de définir les futurs usages des terrains, et notamment :

- le courrier n° LET ALB 08 0278 du 4 août 2008, EDF proposait les usages futurs du site pour les 5 zones précédemment définies ;
- le courrier du 29 octobre 2008, la Mairie d'Albi, propriétaire des terrains, mentionnait ses observations par rapport à ces propositions d'usage ;
- le courrier n° LET CPE 09 0054 du 20 février 2009, EDF précisait ses propositions d'usage en fonction des observations du maire d'Albi.

Vu le rapport de janvier 2006 réalisé par Burgéap concernant les reconnaissances complémentaires au droit de la fosse à brai et des eaux souterraines qui montrent notamment des concentrations significatives en métaux lourds dans les eaux souterraines au niveau de l'ancien parc à cendres ;

Vu le diagnostic initial de pollution des sols au niveau des zones 1 (station de pompage) et 5 (parking et administratif) de Burgéap datant du 6 janvier 2009 qui montre que ces terrains sont très peu impactés par des pollutions en HAP et en métaux au niveau de ces zones ;

Vu le rapport du 2 décembre 2010 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, relatif à la mise en sécurité du site et à la déconstruction de la centrale thermique EDF d'Albi ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Tarn lors de sa séance du 13 décembre 2010 ;

Vu les observations de l'exploitant en date du 6 janvier 2011 ;

Considérant qu'à l'issue des échanges entre EDF et la mairie d'Albi, il ressort que les usages futurs suivants peuvent être définis sous réserve des conclusions des études de caractérisation que EDF doit mener dans le présent arrêté :

- Zone 1, zone de parking et ancien bureau direction : tout usage sans occupation par des établissements accueillant des populations sensibles (crèches, écoles, collège, lycée) ;
- Zone 2, ancien bloc usine : usage industriel ;
- Zone 3, ancien parc à charbon : usage industriel ;
- Zone 4, ancien parc à cendres : usage industriel et notamment projet d'équipements de production d'énergies alternatives ;

- Zone 5, ancienne station de pompage et conduite d'amenée d'eau : « promenade et cultures ».

Considérant que les activités passées exercées sur les terrains pourraient être à l'origine de pollutions ponctuelles ou diffuses des sols et de la nappe souterraine de nature à engendrer un impact sur la qualité des eaux souterraines et/ou l'usage des terrains ;

Considérant qu'il convient d'investiguer et, le cas échéant, de traiter les pollutions liées à l'activité de la centrale thermique pour préserver les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les derniers résultats connus sur l'ensemble des terrains mettent en évidence la présence dans les sols et/ou les eaux souterraines de métaux lourds (manganèse et arsenic) et nitrates ;

Considérant que le préfet peut, en application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement susvisé rend nécessaires au regard des usages considérés ;

Considérant que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu des connaissances actuelles ;

Considérant que, lors de la réunion du 22 novembre 2010, présidée par Madame la préfète du Tarn, ces dispositions ont été présentées à la commune d'Albi en présence de l'exploitant ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture du Tarn,

ARRETE

Article 1 : Mise en sécurité du site

La société EDF, dont le siège social est situé 22-30 avenue Wagram – 75382 PARIS CEDEX 08, représentée par sa Division Production Ingénierie Thermique - centre de post-exploitation, située 16 allée Marcel Paul, 77360 VAIRES sur MARNE, est tenue de respecter les prescriptions du présent article dans le cadre de la cessation d'exploitation des installations qu'elle exploitait chemin de Pélissier à Albi (81000).

Les opérations de mise en sécurité du site de Pélissier concernent l'ensemble du site figurant sur le plan joint en annexe n° 1 au présent arrêté à savoir :

- la zone 1, zone de parking et ancien bureau direction (sur la parcelle cadastrale ER1) ;
- la zone 2, correspondant à l'ancien bloc usine (sur la parcelle cadastrale ER1) ;
- la zone 3, correspondant à l'ancien parc à charbon (sur la parcelle cadastrale ER1) ;

- la zone 4, correspondant à l'implantation d'un ancien parc à cendres (parcelles cadastrales EL80, EL50 et EL51) ;
- la zone 5, correspondant l'ancienne station de pompage et la conduite d'amenée d'eau (parcelles cadastrales EL98, EL158, EL104, EL102 et EL131).

1.1 - Principes généraux

Les opérations de mise en sécurité et de déconstruction du site sont effectuées avec toutes les précautions nécessaires à la prévention des risques et des pollutions.

Les travaux de mise en sécurité font l'objet de plans de prévention. Un plan général de coordination doit être établi pour les opérations de déconstruction.

1.2 - Clôture et surveillance

Le site est entièrement ceinturé d'une clôture efficace visant à interdire l'accès au site. Les accès sont constamment surveillés, même en dehors des heures ouvrées.

1.3 - Stockages et canalisations

Les cuves de stockage et canalisations sont vidangées. Les cuves sont également inertées ou enlevées dans le cas d'installations affectées au stockage ou transport de gaz inflammables.

Les capacités et les canalisations de liquides présentant des risques d'émission de vapeurs sont vidangées, nettoyées et dégazées par une société agréée. Les cuves identifiées sont soit inertées, soit excavées et éliminées à l'extérieur du site. Ces dernières dispositions s'appliquent notamment aux bacs de fioul.

L'huile présente dans les machines non destinées à la revente ou à une utilisation sur un autre site EDF avant fin 2010 doit être vidangée.

La récupération des fluides contenus dans les appareils est obligatoire et doit, en outre, être la plus complète possible. Les fluides ainsi collectés sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

1.4 - Equipements sous pression

L'ensemble des équipements est purgé et débarrassé des gaz inflammables ou toxiques éventuellement contenus.

S'ils ne sont pas destinés à la revente ou à une utilisation sur un autre site EDF avant fin 2010, toutes dispositions sont prises pour empêcher la réutilisation des équipements.

1.5 - Gestion des produits dangereux

1.5.1 - Toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement est effectué sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage des matières dangereuses.

1.5.2 - Les batteries ainsi que les réservoirs mobiles de stockage de produits dangereux (hydrogène, acétylène, produits de nettoyage/dégraissage, hydrazine, acide sulfurique, soude, huiles, produits chimiques du laboratoire d'analyse...) sont éliminés. Les filières d'élimination font l'objet d'une traçabilité dont les éléments sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

1.6 - Energies

Toutes les alimentations énergétiques du site non strictement nécessaires à la mise en sécurité du site ou au fonctionnement du chantier de démolition sont condamnées et mises hors service en liaison avec les gestionnaires des réseaux (gaz, électricité...).

1.7 - Propreté

Les camions sortant du site avec des matériaux susceptibles de générer des envols devront être correctement bâchés.

1.8 - Stockage et élimination des déchets

1.8.1 - Les déchets, produits ou matières premières liés à l'exploitation du site avant arrêt et ceux liés aux opérations de démolition/déconstruction sont éliminés ou valorisés dans des installations adaptées et dûment autorisées. Une comptabilité de l'ensemble des produits et déchets éliminés avec leur destination est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.8.2 - Les résidus et déchets dangereux sont traités, stockés et éliminés de manière à prévenir tout risque pour les intervenants et l'environnement.

Les mouvements de déchets font l'objet de bordereaux de suivi de déchets.

1.8.3 - Les différentes catégories de déchets sont stockées de manière intermédiaire sur des aires spécifiques, repérées, de manière à prévenir toute pollution, y compris via les eaux météoriques et de telle manière à ce qu'il ne puisse y avoir incompatibilité entre les matières.

La dilution de matériaux « souillés » avec des matériaux « propres » est interdite.

En cas de doute sur la composition chimique ou sur les risques présentés par un matériau ou un déchet, des échantillons seront prélevés afin de déterminer sa composition.

1.8.4 - Les déchets produits lors du démantèlement sont stockés dans des zones prévues à cet effet par catégories.

1.8.5 - Les déchets contenant de l'amiante sont conditionnés de manière totalement étanche. Leur stockage avant élimination se fait dans un lieu clôturé, identifié et balisé. Ils sont transportés dans les conditions réglementaires en vigueur et éliminés dans un centre de stockage ou d'élimination de déchets dangereux autorisés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les déchets d'amiante - ciment sont éliminés dans une filière dûment autorisée.

1.8.6 - Les sols correspondant à l'ancien périmètre de stockage du charbon (zone 3) sont excavés jusqu'à atteindre un mélange terre/charbon en proportion 80/20 ou jusqu'à la nappe si le niveau de la nappe ne permet pas l'atteinte du mélange terre/charbon visé. Les déchets extraits sont, si les caractéristiques le permettent, valorisés par voie énergétique. Le terrain est nivelé et une faible pente de l'ordre de 1% est créée afin d'éviter la stagnation des eaux météoriques et favoriser l'écoulement vers les ouvrages existants des eaux de ruissellement de ce secteur. Ce périmètre, hors anciennes constructions affleurantes (notamment anciens vestiges HBCM), est revégétalisé selon des conditions validées par un écologue et soumises à l'avis de l'inspection.

Les sols correspondant à l'ancien périmètre de stockage des cendres (zone 4) sont excavés jusqu'à atteindre un mélange terre/cendres en proportion 80/20 ou jusqu'à la nappe si le niveau de la nappe ne permet pas l'atteinte du mélange terre/cendres visé. Les déchets extraits sont, si les caractéristiques le permettent, valorisés. Ce périmètre est revégétalisé sur une épaisseur de 30 cm minimum. Une faible pente nécessaire à l'évacuation des eaux de ruissellement vers les ouvrages existants est aménagée sur ces terrains afin d'éviter la stagnation des eaux météoriques.

1.9 - Zones présentant des risques de chutes pour les personnes (cavités...)

Les zones présentant des risques de chutes pour les personnes sont obturées. Toutes les cavités liées à l'excavation de matériel sont comblées et nivelées.

1.10 - Nuisances

1.10.1 - Les opérations de mise en sécurité du site et de démolition sont menées de manière à limiter les nuisances apportées aux riverains : envols de poussières, bruit...

Les travaux sont autant que possible réalisés lors de conditions météorologiques qui ne sont pas susceptibles de propager des pollutions ou d'entraîner des nuisances pour les riverains. Le cas échéant la formation de poussières sera prévenue par arrosage. Dans ce cas, l'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les pollutions des sols et des eaux : récupération des eaux de ruissellement et recyclage, traitement des sols concernés...

Les horaires de fonctionnement sont fixés dans la plage horaire 6h30/19h00.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

1.10.2 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

1.10.3 - L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

1.10.4 - Niveaux acoustiques : niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

1.10.5 - Niveaux acoustiques : valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

1.10.6 - En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

1.11 - Surveillance des travaux

Tous les travaux effectués dans le cadre de la mise en sécurité et de la démolition du site sont effectués sous la surveillance d'une personne compétente désignée par l'exploitant.

Des procédures spécifiques sont mises en place pour la gestion de la sécurité lors des opérations de démantèlement et de mise en sécurité.

L'exploitant fait appel, à ses frais, à un organisme indépendant chargé du contrôle du chantier des travaux prévus dans le cadre des opérations de dépollution et de la réalisation des mesures de gestion au fur et à mesure de leur avancement. Celui-ci établira et transmettra annuellement et au plus tard au 31 janvier de l'année N+1, à l'exploitant et à l'Inspection des Installations Classées, un rapport comportant une synthèse de l'ensemble des contrôles réalisés. Le premier bilan devra intervenir dès notification du présent arrêté.

1.12 - Incidents

Tout incident notable ou accident lié aux opérations de mise en sécurité du site y compris le démantèlement est porté sans délai à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Article 2 : Déconstruction

2.1 - Principes généraux

Les bâtiments, structures et équipements sont mis en sécurité dans l'attente de leur démantèlement/déconstruction.

2.2 - Bâtiments, structures et équipements présentant des risques d'effondrement

Tous les bâtiments, structures et équipements présentant des risques d'effondrement sont abattus, dans le respect des dispositions suivantes.

Chacune des étapes de démantèlement et de déconstruction est validée par une étude de risques permettant de définir, pour chaque phase, les risques présentés par les matériaux présents et les installations elles-mêmes.

Les opérations de nettoyage s'effectuent sur des zones formant rétention.

Un balisage du chantier est mis en place afin d'en réglementer l'accès.

Des dispositions sont prises pour limiter les dégagements de poussières ainsi que les vibrations lors de l'abattage.

Les fosses et excavations en cours de travaux sont balisées.

L'exploitant s'assure préalablement à toute exécution qu'il peut procéder sans risque au démontage.

2.3 - Installations susceptibles de contenir de l'amiante ou des matériaux fibreux équivalents en terme de risques

Les matériaux susceptibles de renfermer de l'amiante facilement accessibles sont enlevés et traités selon les règles en vigueur avant chacune des opérations de démantèlement et de déconstruction.

Les opérations d'enlèvement de l'amiante et de nettoyage après dépose se réalisent de telle manière à ne pas contaminer l'environnement et les autres installations en place (machines, locaux...).

2.4 - Réseaux

Les réseaux de distribution de fluide et d'assainissement nécessaires aux étapes de déconstruction seront préservés aussi longtemps que nécessaire.

Après la période pendant laquelle ils doivent être maintenus, les réseaux sont curés puis :

- démantelés et éliminés,
- ou laissés en place une fois nettoyés s'ils peuvent être réutilisés dans le cadre de l'usage futur du site. Dans ce cas ils seront répertoriés sur un plan et signalés sur site.

Les produits de curage sont traités comme déchets.

Les canalisations aériennes sont nettoyées puis démantelées.

La station de pompage et les conduites d'eau associées sont conservées en bon état de fonctionnement (zone 5).

La canalisation de drainage du ruisseau Pélissier est conservée et repérée.

2.5 - Programme de déconstruction

EDF transmet annuellement et au plus tard au 31 janvier de l'année suivante, sur la période 2010-2016 à l'Inspection des Installations classées, un bilan des travaux de déconstruction pour l'année écoulée dont les quantités de déchets produits et les filières d'élimination ainsi que le programme des travaux pour l'année en cours.

2.6 - Opérations de déconstruction de la zone 2

Les installations industrielles du bloc usine sont totalement démantelées, y compris les VRD et les fondations jusqu'à deux mètres de profondeur, dans le respect des prescriptions suivantes :

- les infrastructures aériennes sont démantelées totalement dans le respect des articles 2.1 à 2.4 ;
- des analyses du sous-sol situé sous les dalles du bloc usine sont réalisées par carottage afin de déterminer d'éventuelles pollutions présentes ;
- les VRD et fondations ne sont démantelées jusqu'à 2 mètres de profondeur qu'après analyse des pollutions éventuellement présentes et définition des modalités de gestion afin d'éviter tout transfert des polluants identifiés dans l'environnement.

Les niveaux sous-sol du bloc usine sont comblés et compactés par des matériaux inertes de manière à empêcher l'affaissement du sol en surface et après caractérisation de l'état des sols et définition des modalités de gestion des sols présents sous les dalles validée par l'inspection des installations classées.

Les vestiges des ouvrages HBCM situés à un niveau inférieur aux fondations sont laissés en l'état, dans la mesure où ceux-ci ne portent pas atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L 511-1.

La cheminée associée aux tranches est démantelée.

2.7 - Opérations de déconstruction de la zone 3

La roue pelle et convoyeurs associés sont démantelés ainsi que leurs fondations jusqu'à 2 mètres de profondeur. Le terrain est nivelé et une faible pente est créée afin de favoriser l'écoulement vers les ouvrages existants des eaux de ruissellement de ce secteur.

L'estacade de déchargement du charbon est vidée, démantelée et comblée par des matériaux inertes jusqu'au niveau affleurant les voies ferrées afin de maintenir l'intégrité de celles-ci.

Les vestiges des ouvrages HBCM situés à un niveau affleurant du sol ou dans le sous-sol sont laissés en l'état.

Article 3 : Etudes à réaliser en vue de la réutilisation future du site

3.1 - Plans et études complémentaires

Au terme des opérations de mise en sécurité et de déconstruction de chaque zone et selon l'échéancier prévu à l'article 6, EDF transmet au préfet du Tarn :

- un descriptif technique de l'état des terrains comprenant :
 - le plan topographie des terrains de la zone ;
 - la nature des sols de 0 à -2 m (nature et composition et origine des matériaux de remblais, matériaux inertes présents) ;
 - la nature des ouvrages conservés en sous-sol (vestige, réseau, ...).
- un bilan quantitatif des matériaux et déchets trouvés et évacués au cours des opérations de mise en sécurité de la zone ;
- un schéma conceptuel de la zone étudiée telle que décrit dans la circulaire du 8 février 2007 susvisée ;
- un mémoire de réhabilitation défini par l'article R. 512.39-3 du Code de l'Environnement et précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 compte tenu de l'usage futur choisi pour chaque zone.

3.2 - Cas particulier pour la zone 2

EDF propose dans le mémoire de réhabilitation des mesures de gestion qu'il met en œuvre tant au plan sanitaire qu'au plan environnemental compte tenu de l'usage choisi : usage industriel.

Ce mémoire a pour objectifs :

- d'assurer la mise en sécurité du site ;
- en premier lieu, de supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan "coûts-avantages" décrivant trois solutions techniques pertinentes au minimum en y associant des critères factuels de comparaison de chacune des solutions (sociaux, sanitaires, économiques, techniques et environnementaux) ;
- en second lieu, de désactiver ou maîtriser de façon pérenne les voies de transfert et les possibilités de contact entre les personnes et les pollutions ;
- au-delà de ces premières mesures, de gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage choisi, d'en conserver la mémoire et d'en restreindre si besoin les usages ;
- de contrôler et de suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des eaux souterraines.

Ce mémoire est notamment élaboré sur la base de l'étude historique et documentaire des activités ayant eu lieu sur le site, du schéma conceptuel élaboré pour cette zone, des résultats de la surveillance de la qualité de la nappe souterraine et des résultats d'analyse de sols effectués par carottage sous la dalle du bloc usine après déconstruction des infrastructures hors-sol.

3.3 - Cas particulier pour les zones 3 et 4

EDF fournit une étude de caractérisation de l'état de contamination des milieux de ces zones pour l'usage futur choisi : usage industriel pour les zones 3 et 4 et notamment pour un projet d'équipements de production d'énergies alternatives sur la zone 4. Des mesures de gestion adéquates des pollutions des sols éventuellement mises en évidence sont proposées. La surveillance des eaux souterraines au droit du site est adaptée en conséquence.

Dans la mesure où les travaux réalisés ne seraient pas de nature à assurer de façon pérenne l'élimination des sources de pollutions ou de supprimer les voies de transfert entre les sources de pollution et les populations cibles, le mémoire de réhabilitation doit comporter une analyse des risques résiduels (ARR) liée aux expositions résiduelles afin de vérifier l'acceptabilité sur le plan sanitaire et environnemental. L'analyse des risques résiduels (ARR) est réalisée en s'appuyant sur les recommandations énoncées à l'annexe II de la circulaire du 8 février 2007 relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués et à la circulaire DGS/SD.7B n° 2006-234 du 30 mai 2006 qui précise les modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence ou tout texte s'y substituant. Les critères d'acceptabilité des niveaux de risque sont obligatoirement ceux usuellement retenus au niveau international.

3.4 - Cas particulier pour les zones 1 et 5

Pour la zone 1, le mémoire de réhabilitation comporte une étude de caractérisation de l'état de contamination des milieux de cette zone pour l'usage futur choisi : tout usage sans accueil d'établissements susceptibles d'accueillir des populations sensibles (crèches, écoles, collège, lycée).

Pour la zone 5, une démarche d'interprétation de l'état des milieux est établie pour l'usage existant : zone de « promenade et cultures ».

Au vu des résultats de ces études, des mesures de gestion adéquates des pollutions des sols éventuellement détectées sont mises en œuvre. La surveillance des eaux souterraines au droit du site pourra être adaptée en conséquence.

L'ensemble des documents mentionnés dans le présent article sera transmis à l'Inspection des Installations Classées selon l'échéancier figurant à l'article 6.

Article 4 : Plan de surveillance de l'environnement

4.1 - Effluents liquides des installations

4.1.1 - Les installations de traitement des effluents sont maintenues en place et opérationnelles aussi longtemps que des effluents aqueux polluants sont susceptibles d'être générés sur le site. Ses performances devront être compatibles avec la préservation des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

4.1.2. - L'exploitant maintient en service et procède à l'entretien régulier de :

- la conduite de récupération des eaux provenant du bloc usine jusqu'au point de rejet dans le milieu ainsi que le débourbeur-déshuileur et regards associés ;

- la conduite de récupération des eaux de pluie du bâtiment administratif, du poste de garde et des voiries jusqu'au point de rejet dans le milieu ainsi que le débourbeur-déshuileur et regards associés ;
- deux bassins de décantation situés sur l'ancien parc à cendres ;
- la station de prélèvement des rejets liquides en aval des bassins de décantation, appelée « rejet canal général ».

4.2 - Surveillance des eaux souterraines

4.2.1 - Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines du site est constitué de 9 puits de contrôle figurant en annexe n° 2 du présent arrêté répartis sur et autour du site aux points suivants :

- piézomètre PZA, amont site ;
- piézomètre PZB, aval bloc usine ;
- piézomètre PZC, parking ;
- forage PZ1 au sud des bacs de décantation ;
- forage PZ3 près des jardins ;
- piézomètre PZ7, aval parc à charbon – situé dans le jardin de l'ancien service médical ;
- piézomètre PZ8, aval parc à cendres ;
- puits maison AMALVIT, chemin de Las Bories ;
- puits jardin AMAVIT, chemin de Las Bories.

Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les protéger des travaux de démantèlement de l'usine.

Le déplacement éventuel d'un puits de contrôle ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées.

4.2.2 - Les piézomètres et forages répondent aux dispositions suivantes :

- la tête doit se trouver dans un avant puits (ou un regard) maçonné ou tubé étanche, profond d'au moins 1,5 m et surélevé d'au moins 0,5 m par rapport au terrain naturel à proximité. Elle doit dépasser du fond de l'avant puits (ou du regard) d'au moins 0,2 m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement ;
- l'avant puits (ou le regard) doit être recouvert par un capot protecteur verrouillé ou cadenassé hermétique. Une aire étanche, avec pente favorisant l'écoulement des eaux loin de l'ouvrage, d'un mètre minimum de rayon doit être réalisée autour de cet avant puits.

L'exploitant veille au bon entretien des ouvrages et de leurs abords. Des rondes de surveillance sont réalisées périodiquement.

4.2.3 - Des prélèvements trimestriels des eaux sont réalisés sur les paramètres suivants :

- pH

- conductivité ;
- fluorures ;
- nitrates
- Cyanures totaux
- Hydrocarbures totaux
- Métaux lourds : arsenic, manganèse, vanadium, zinc, nickel, chrome total, plomb
- HAP totaux et Naphtalène

La hauteur de la nappe est relevée lors de chaque prélèvement.

4.2.4 - Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. Ces résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des valeurs anormalement constatées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les valeurs de référence sont notifiées sur les documents transmis.

4.2.5 – L'exploitant réalise un bilan biennal du retour d'expérience acquis sur la surveillance des eaux souterraines. Ce bilan est transmis à l'Inspection des Installations classées. Les résultats de ce bilan pourront aboutir à de nouvelles modalités de surveillance, après avis de l'Inspection des Installations classées.

4.2.6 - Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

4.3 - Surveillance des eaux superficielles

L'exploitant est tenu de respecter, pour les effluents rejetés au milieu naturel, les valeurs limites et le programme de surveillance suivants :

Paramètre	Concentration maximale	Fréquence de mesure
pH	5,5 – 8,5	Trimestrielle
MES	30 mg/l	
DBO5	30 mg/l	
DCO	90 mg/l	
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	
Azote total	10 mg/l	
Arsenic	100 µg/l	
Fer	1 mg/l	
Zinc	2 mg/l	Semestrielle
manganèse	1 mg/l	
nickel	0.5 mg/l	
chrome total	0.1 mg/l	
plomb	0.5 mg/l	

Les mesures sont réalisées sur un échantillon prélevé au point de prélèvement « rejet canal général ».

Les résultats des mesures et analyses sont adressés au plus tard dans le trimestre qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur des actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les valeurs limites imposées par le présent arrêté seront notifiées sur les documents transmis.

L'exploitant réalise un bilan biennal du retour d'expérience acquis sur la surveillance des eaux superficielles. Ce bilan est transmis à l'Inspection des Installations classées. Les résultats de ce bilan pourront aboutir à de nouvelles modalités de surveillance, après avis de l'Inspection des Installations classées.

Article 5 : Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté préfectoral sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Echancier

Article	Objet	Délai
Zone 1 – Parking et ancien bureau direction et Zone 5 – ancienne station de pompage		
3.1 et 3.4	Etudes et plan complémentaire tel que décrits aux articles 3.1 et 3.4	12/2011
Zone 2 - Bloc usine		
2.6	Démantèlement de la cheminée	03/2011
2.6	Désamiantage bloc usine	03/2012
2.6	Démantèlement bloc usine – infrastructure hors sol	12/2012
3.1 et 3.2	Mémoire de réhabilitation	06/2013
2.6	Déconstruction bâti + nettoyage + dépollution	12/2013
Zone 3 – Ancien parc à charbon		
1.8.6	Evacuation charbon du parc à charbon	03/2011
2.7	Démantèlement roue-pelle	12/2012
3.1 et 3.3	Etudes et plan complémentaire tel que décrits aux articles 3.1 et 3.4	06/2013
Zone 4 – Ancien parc à cendres		
3.1 et 3.3	Etudes et plan complémentaire tel que décrits aux articles 3.1 et 3.4	12/2011
4.2.1	Réalisation du piézomètre PZ8	03/2011

Les dispositions pour lesquelles aucun échancier n'est précisé dans le tableau ci-dessus doivent être respectées dès notification du présent arrêté.

Article 7 : Contrôle et analyses par l'inspection des installations classées

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par Electricité de France.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais d'Electricité de France d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 8 : Abrogations

Les dispositions du présent arrêté abrogent les dispositions contraires de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1989 et des arrêtés complémentaires du 31 juillet 2001 et du 8 juillet 2004.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté préfectoral s'appliquent sans préjudice des réglementations relatives à la protection des travailleurs.

Article 10 : La secrétaire générale de la préfecture du Tarn, le maire d'Albi et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie est déposée à la mairie d'Albi pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Un extrait est de plus, affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et le procès verbal de cette formalité, dressé par le maire, sera transmis à la préfecture.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

Albi, le 25 JAN. 2011

La préfète,


Marcelle PIERROT

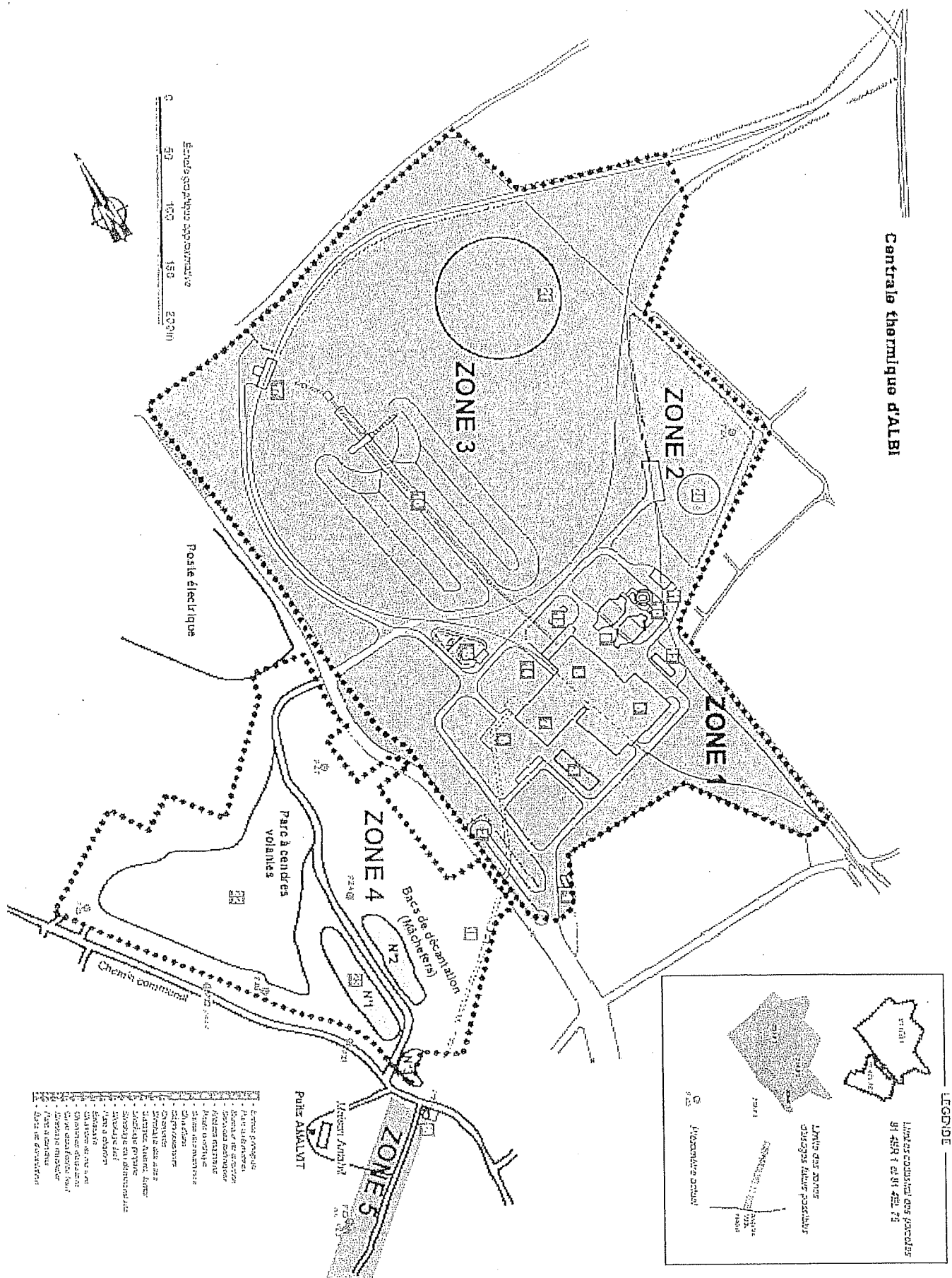
Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse par la société EDF dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de sa notification.

Et par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Annexes :

Plan n° 1 : plan de localisation des zones du site Pélissier



Plan n°2 : Plan de localisation du réseau de surveillance des eaux souterraines

